

**RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**

**Bid Receiving - PWGSC / Réception des
soumissions - TPSGC**

**11 Laurier St. / 11, rue Laurier
Place du Portage, Phase III
Core 0A1 / Noyau 0A1
Gatineau, Québec K1A 0S5
Bid Fax: (819) 997-9776**

**REQUEST FOR PROPOSAL
DEMANDE DE PROPOSITION**

**Proposal To: Public Works and Government
Services Canada**

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right of Canada, in accordance with the terms and conditions set out herein, referred to herein or attached hereto, the goods, services, and construction listed herein and on any attached sheets at the price(s) set out therefor.

**Proposition aux: Travaux Publics et Services
Gouvernementaux Canada**

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou incluses par référence dans la présente et aux annexes ci-jointes, les biens, services et construction énumérés ici sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

Comments - Commentaires

Title - Sujet SWEEPER, RAIL GUIDED	
Solicitation No. - N° de l'invitation W8476-144884/A	Date 2013-11-29
Client Reference No. - N° de référence du client W8476-144884	
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$HS-629-64019	
File No. - N° de dossier hs629.W8476-144884	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2014-01-13	Time Zone Fuseau horaire Eastern Standard Time EST
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input checked="" type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Dicaire, Sylvie	Buyer Id - Id de l'acheteur hs629
Telephone No. - N° de téléphone (819) 956-6629 ()	FAX No. - N° de FAX (819) 956-5227
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: Specified Herein Précisé dans les présentes	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Vendor/Firm Name and Address

**Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur**

Issuing Office - Bureau de distribution

Industrial Vehicles & Machinery Products Division
11 Laurier St./11, rue Laurier
7B1, Place du Portage, Phase III
Gatineau
Québec
K1A 0S5

Delivery Required - Livraison exigée See Herein	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie) Signature Date	

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1. Introduction
2. Sommaire
3. Compte rendu

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

1. Instructions, clauses et conditions uniformisées
2. Présentation des soumissions
3. Demandes de renseignements - en période de soumission
4. Lois applicables
5. Améliorations apportées aux besoins pendant la demande de soumissions
6. Considérations environnementales

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

1. Instructions pour la préparation des soumissions

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

1. Procédures d'évaluation
2. Méthode de sélection

PARTIE 5 - ATTESTATIONS

1. Attestations obligatoires préalables à l'attribution du contrat
2. Attestations additionnelles préalables à l'attribution du contrat

PARTIE 6 - EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ ET EXIGENCES FINANCIÈRES

1. Exigences relatives à la sécurité
2. Capacité financière

PARTIE 7 - CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

1. Besoin
2. Clauses et conditions uniformisées
3. Exigences relatives à la sécurité

-
4. Durée du contrat
 5. Responsables
 6. Paiement
 7. Facturation
 8. Attestations
 9. Lois applicables
 10. Ordre de priorité des documents
 11. Clauses du guide des CCUA
 12. Inspection et acceptation
 13. Préparation pour la livraison
 14. Expédition - livraison à destination
 15. Livraison et déchargement
 16. Réunion suivant l'attribution du contrat
 17. Outils et équipement en vrac
 18. Assemblage/Préparation à la livraison
 19. Interchangeabilité
 20. Considérations environnementales

Pièces jointes

Annexe A - Établissement des prix

Description d'achat

Questionnaire de renseignements techniques

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1. Introduction

La demande de soumissions et le contrat subséquent comptent sept (7) parties ainsi que des annexes comme suit :

Partie 1 Renseignements généraux : renferme une description générale du besoin;

Partie 2 Instructions à l'intention des soumissionnaires : renferme les instructions, clauses et conditions relatives à la demande de soumissions. On y précise qu'en présentant une soumission, le soumissionnaire s'engage à respecter les clauses et conditions énoncées dans toutes les parties de la demande de soumissions;

Partie 3 Instructions pour la préparation des soumissions : donne aux soumissionnaires les instructions pour préparer leur soumission;

Partie 4 Procédures d'évaluation et méthode de sélection : décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation et présente les critères d'évaluation auxquels on doit répondre dans la soumission, ainsi que la méthode de sélection;

Partie 5 Attestations : comprend les attestations à fournir;

Partie 6 Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et autres exigences: comprend des exigences particulières auxquelles les soumissionnaires doivent répondre; et

Partie 7 Clauses du contrat subséquent: contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat subséquent.

Les pièces jointes comprennent l'Annexe A - Établissement des prix, la description d'achat et le questionnaire de renseignements techniques.

2. Sommaire

Le ministère de la Défense nationale a un besoin pour l'achat de une (1) balayeuse auto-propulsée guidée par rails, électrique, à usage intensif, de type industriel à conducteur avec système de recyclage de solution, les articles auxiliaires, incluant la séance d'instructions de familiarisation, conformément à la description d'achat pour balayeuse auto-propulsée guidée par rails, électrique, à usage intensif, de type industriel à conducteur avec système de recyclage de solution datée du 16 octobre, 2013 ci-jointe et tel que décrit à l'Annexe A - Établissement des prix.

Ce besoin inclus une option pour une quantité allant jusqu'à une (1) balayeuse auto-propulsée guidée par rails, électrique, à usage intensif, de type industriel à conducteur avec système de

recyclage de solution, les articles auxiliaires et les articles auxiliaires, qui pourra être exercée dans les douze (12) mois à partir de la date d'entrée en vigueur du contrat.

Ce besoin est assujéti aux dispositions de l'Accord de libre-échange nord-américain, des Accords de libre-échange entre le Canada et la Colombie et le Canada et le Pérou et le Panama et de l'Accord sur le commerce intérieur.

3. Compte rendu

Après l'attribution du contrat, les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu sur les résultats de la demande de soumissions. Les soumissionnaires devraient en faire la demande à l'autorité contractante dans les quinze (15) jours ouvrables, suivant la réception de l'avis les informant que leur soumission n'a pas été retenue. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande de soumissions par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat

(<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions, et acceptent les clauses et les conditions du contrat subséquent.

Le document 2003 (2013-06-01) Instructions uniformisées - biens ou services, besoins concurrentiels, est incorporé par renvoi dans la demande de soumissions et en fait partie intégrante.

Le paragraphe 05.4 du document 2003, Instructions uniformisées - biens ou services, est modifié comme suit :

Supprimer : Les soumissions seront valables pendant au moins soixante (60) jours compter de la date de clôture de la demande de soumissions

Insérer : Les soumissions seront valables pendant au moins quatre-vingt-dix (90) jours civils à compter de la date de clôture de la demande de soumissions

2. Présentation des soumissions

Les soumissions doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande de soumissions.

3. Demandes de renseignements - en période de soumission

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante au moins sept (7) jours civils avant la date de clôture des soumissions. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les soumissionnaires devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la demande de soumissions auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère exclusif doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le

Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander au soumissionnaire de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les soumissionnaires. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permettrait pas de les diffuser à tous les soumissionnaires.

4. Lois applicables

Tout contrat subséquent sera interprété et régi selon les lois en vigueur en Ontario, et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les soumissionnaires peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur soumission ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les soumissionnaires acceptent les lois applicables indiquées.

5. Améliorations apportées au besoin pendant la demande de soumissions

Les soumissionnaires qui estiment qu'ils peuvent améliorer, techniquement ou technologiquement, le devis, l'énoncé des travaux ou la description d'achat contenus dans la demande de soumissions, sont invités à fournir des suggestions par écrit à l'autorité contractante identifiée dans la demande de soumissions. Les soumissionnaires doivent indiquer clairement les améliorations suggérées et les motifs qui les justifient. Les suggestions, qui ne restreignent pas la concurrence ou qui ne favorisent pas un soumissionnaire en particulier, seront examinées à la condition qu'elles parviennent à l'autorité contractante au plus tard sept (7) jours civils avant la date de clôture de la demande de soumissions. Le Canada aura le droit d'accepter ou de rejeter n'importe quelle ou la totalité des suggestions proposées.

6. Considérations environnementales

Le Canada s'est engagé à écologiser sa chaîne d'approvisionnement. Conformément à la Politique d'achats écologiques du gouvernement fédéral entrée en vigueur en avril 2006, les ministères et les organismes fédéraux doivent prendre les mesures appropriées pour se procurer des produits et des services dont l'impact environnementale est moindre que celui des produits et services qu'ils se procuraient traditionnellement.

Les facteurs environnementaux incluent, entre autres : la réduction d'émissions de gaz à effet de serre et de polluants atmosphériques, améliorations de l'efficacité de l'eau et de l'énergie, réduction des déchets et la réutilisation et le recyclage de soutien, l'utilisation des ressources renouvelables, réduction des déchets dangereux et réduction des substances toxiques et dangereuses. Conformément à la Politique d'achats écologiques, pour cette sollicitation :

Après l'attribution du contrat, le soumissionnaire retenu sera prié de fournir toute la correspondance, y compris (mais sans s'y limiter) les documents, les rapports et les factures en

Solicitation No. - N° de l'invitation

W8476-144884/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

hs629

Client Ref. No. - N° de réf. du client

W8476-144884

File No. - N° du dossier

hs629W8476-144884

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

format électronique, sauf indication contraire de l'autorité contractante et de l'autorité pour les achats, réduisant ainsi le matériel imprimé.

Les soumissionnaires devraient recycler (déchiqeter) les copies des documents non classifiés / protégés inutiles (en tenant compte des exigences de sécurité).

Les composantes de produits utilisés lors de la prestation des services devraient être recyclables et/ou réutilisables, lorsque possible.

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

1. Instructions pour la préparation des soumissions

Le Canada demande que les soumissionnaires fournissent leur soumission en sections distinctes, comme suit :

La première page de la demande de proposition signée par le soumissionnaire ou son représentant autorisé (1 copie signée)

Section I: Soumission technique (2 copies papier)

Section II: Soumission financière (1 copie papier)

Section III: Attestations (1 copie papier)

Section IV: Renseignements supplémentaires (1 copie papier)

Le Canada demande que les soumissionnaires suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur soumission :

- a) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande de soumissions.

En avril 2006, le Canada a approuvé une politique exigeant que les agences et ministères fédéraux prennent les mesures nécessaires pour incorporer les facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement Politique d'achats écologiques (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html>).

Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, les soumissionnaires devraient:

- 1) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et contenant au moins 30 % de matières recyclées; et
- 2) utiliser un format qui respecte l'environnement : impression noir et blanc, recto-verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ni reliure à anneaux.

Section I : Soumission technique

Dans leur soumission technique, les soumissionnaires devraient expliquer et démontrer comment ils entendent répondre aux exigences et comment ils réaliseront les travaux.

Les soumissionnaires devraient soumettre, avec leur soumission, le questionnaire de renseignements techniques dûment complété.

1. Produits de remplacement et solutions de rechange

Les soumissionnaires peuvent proposer des produits de remplacement et des solutions de rechange où « doit^(E) », « doivent^(E) », « devra^(E) » ou « devront^(E) » est indiqué dans la description technique du besoin (Description d'achat/Énoncé du besoin/Énoncé des travaux).

1. Les produits de remplacement et les solutions de rechange qui sont équivalents sur le plan de la forme, de l'ajustage, de la fonction, de la qualité et du rendement seront pris en considération par l'autorité technique lorsque le soumissionnaire :

- a) Indique clairement un produit de remplacement et/ou une solution de rechange;
- b) indique la marque, le modèle et/ou le numéro de pièce du produit de remplacement et/ou du produit, s'il y a lieu;
- c) déclare que le produit de remplacement est entièrement interchangeable avec l'article indiqué dans la description technique du besoin;
- d) fournit les caractéristiques complètes et les brochures, s'il y a lieu;
- e) présente une déclaration de conformité comprenant les caractéristiques techniques qui montrent que le produit de remplacement et/ou la solution de rechange répondent à toutes les exigences techniques indiquées dans la description technique du besoin;
- f) indique clairement les parties dans le libellé d'achat et dans les brochures qui confirment que le produit de remplacement et/ou la solution de rechange sont conformes aux exigences techniques.

2. Les produits de remplacement et les solutions de rechange qui sont offerts comme étant équivalents sur le plan de la forme, de l'ajustage, de la fonction, de la qualité et du rendement ne seront pas pris en considération par l'autorité technique si :

- a) la soumission ne fournit pas toute l'information requise pour permettre à l'autorité technique d'évaluer pleinement l'équivalence du produit;
- b) le produit de remplacement et/ou la solution de rechange ne répondent pas aux exigences techniques précisées dans la description technique du besoin;

3. Les soumissionnaires sont incités à proposer des produits écologiques chaque fois que possible.

Section II : Soumission financière

Les soumissionnaires doivent soumettre leur soumission en conformité avec la Base de paiement spécifiée à la Partie 7 et avec l'Annexe A - Établissement des prix. Le montant total des taxes applicables doit être indiqué séparément.

Les soumissionnaires devraient compléter l'annexe A et la soumettre avec leur soumission.

1. Clauses du guide des CCUA

1.1 Fluctuation du taux de change - Atténuation des risques

1. Le soumissionnaire peut demander au Canada d'assumer les risques et les avantages liés aux fluctuations du taux de change. Si le soumissionnaire demande un rajustement du taux de change, cette demande doit être clairement indiquée dans la soumission au moment de sa présentation. Le soumissionnaire doit présenter le formulaire PWGSC-TPSGC 450, Demande de rajustement du taux de change, avec sa soumission, et indiquer le montant en monnaie étrangère en dollars canadiens pour chaque article pour lequel un rajustement du taux de change est demandé.

2. Le montant en monnaie étrangère est défini comme la portion du prix ou du taux qui varie directement en fonction des fluctuations du taux de change. Ce montant devrait comprendre l'ensemble des taxes, des droits et des autres coûts payés par le soumissionnaire et qui seront compris dans le montant de rajustement.

3. Le prix total payé par le Canada sur chaque facture sera rajusté au moment du paiement, selon le montant en monnaie étrangère et la disposition relative à la fluctuation du taux de change du contrat. Le rajustement du taux de change sera uniquement appliqué lorsque la fluctuation du taux de change varie de plus de 2% (augmentation ou diminution).

4. Au moment de la soumission, le soumissionnaire doit remplir les colonnes (1) à (4) du formulaire PWGSC-TPSGC 450 pour chaque article pour lequel il veut se prévaloir de la disposition relative à la fluctuation du taux de change. Lorsque les soumissions sont évaluées en dollars canadiens, les valeurs indiquées dans la colonne (3) devraient aussi être en dollars canadiens, afin que le montant du rajustement soit présenté dans la même devise que le paiement.

5. Aux fins de la présente disposition relative à la fluctuation du taux de change, les autres taux ou calculs proposés par le soumissionnaire ne seront pas acceptés.

Section III: Attestations

1. Attestations

Les fournisseurs doivent présenter les attestations exigées à la Partie 5.

Section IV: Renseignements supplémentaires

1. Renseignements supplémentaires

Le Canada demande que les fournisseurs présentent les renseignements suivants :

1.1 Livraison

1.1.1 Quantité ferme

Bien que la livraison pour le véhicule/l'équipement soit demandée pour mars 2014, la meilleure date de livraison qui peut être offerte est comme suit :

Article 001 - une (1) balayeuse auto-propulsée guidée par rails, électrique, à usage intensif, de type industriel à conducteur avec système de recyclage de solution et les articles auxiliaires seront livrés dans les _____ semaines/jours civils à partir de la date d'entrée en vigueur du contrat.

1.1.2 Quantité optionnelle

La meilleure date de livraison qui peut être offerte est comme suit :

Article 002 - Si une option est exercée, une (1) balayeuse auto-propulsée guidée par rails, électrique, à usage intensif, de type industriel à conducteur avec système de recyclage de solution et les articles auxiliaires seront livrés dans les _____ semaines/jours civils.

1.2 Représentants du fournisseur

Nom et numéro de téléphone de la personne avec qui communiquer :

Renseignements généraux

Nom : _____

No de téléphone : _____

No de télécopieur : _____

Courriel : _____

Suivi de la livraison

Nom : _____

No de téléphone : _____

No de télécopieur : _____

Courriel : _____

1.3 Service après-vente

Le Canada demande que le soumissionnaire fournisse les noms, adresses et numéros de téléphone de ses concessionnaires et/ou de ses agents qui sont autorisés à fournir des services après-vente, d'entretien et de réparation sous garantie et qui peuvent fournir une gamme complète de pièces de rechange pour le véhicule/équipement offert. Il est demandé aux

soumissionnaires d'indiquer la distance entre le concessionnaire et/ou l'agent autorisé et le lieu de la livraison et celle-ci ne devrait pas dépasser 100 kilomètres.

Distance entre le lieu de livraison et le concessionnaire et/ou l'agent: _____km

Nom : _____

Adresse : _____

Numéro de téléphone : _____

1.4 Période de garantie courante du fabricant

Le Canada demande que le soumissionnaire fournisse des renseignements détaillés sur la garantie courante du fabricant pour le véhicule/l'équipement et ses composants qui dépasse la période de garantie minimale de douze (12) mois, ou 2000 heures d'utilisation, le premier des deux prévalant. Les garanties courantes additionnelles du fabricant tirées des composants/sous-ensemble du fabricant d'équipement original feront parties du contrat proposé.

1.5 Période de la garantie prolongée

Le Canada demande que le soumissionnaire indique si une période de la garantie prolongée est offerte qui dépasse la période minimale de douze (12) mois.

Si oui, le Canada demande que le soumissionnaire fournisse des renseignements détaillés sur la période de la garantie prolongée offerte à l'égard du véhicule/équipement et de ses composants, ainsi que sur le prix.

Toute période de la garantie prolongée ne sera pas inclus dans l'évaluation financière.

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

1. Procédures d'évaluation

- a) Les soumissions seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.
- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les soumissions.

1.1 Critères d'évaluation techniques obligatoires

1.1.1 Preuve de conformité obligatoire

Les soumissionnaires doivent fournir avec leur soumission, toutes les preuves de conformité requises dans la description d'achat et dans le questionnaire de renseignements techniques.

1.1.2 Produits de remplacement et/ou solutions de rechange

Les soumissionnaires qui proposent des produits de remplacement et/ou des solutions de rechange doivent fournir avec leur soumission, toute l'information requise (conformément à la Partie 3, section 1, article 1. Produits de remplacement et solutions de rechange pour que l'on tienne compte de leur soumission.

1.2. Critères d'évaluation financiers obligatoires

1.2.1 Les soumissionnaires doivent fournir avec leur soumission, toutes les informations financières requises dans la demande de soumissions et à l'Annexe A - Établissement des prix pour les articles 001, 002 et 004.

1.2.2 Les prix de la soumission doivent être en dollars canadien, rendu droits acquittés à destination, selon les Incoterms 2000 pour l'article 001 (quantité ferme) et FCA franco-transporteur à l'établissement canadien de l'entrepreneur ou au point de distribution canadien de l'entrepreneur selon les Incoterms 2000 pour les articles 002 (quantité optionnelle) et 004 (séance d'instructions de familiarisation optionnelle), les droits de douane et les taxes d'accise du Canada comprises, s'il y a lieu et les taxes applicables sont en sus, rendu droits acquittés.

1.2.3 Prix global évalué

Les soumissions seront évaluées sur un prix global pour la quantité ferme, la quantité optionnelle et les séances d'instructions de familiarisation (option) comme suit:

- a) Les prix de lot fermes pour la quantité ferme seront multipliés par leurs quantités identifiées afin d'obtenir le prix évalué pour la quantité ferme;
- b) les prix de lot fermes pour la quantité optionnelle seront multipliés par les quantités estimative identifiées afin d'obtenir le prix évalué pour la quantité optionnelle;

c) les prix de lot fermes pour les séances d'instructions de familiarisation (option) seront multipliés par leurs quantités identifiées afin d'obtenir le prix évalué pour la séance d'instruction de familiarisation (option);

d) la somme de tous les prix évalués déterminera le prix global évalué.

2. Méthode de sélection

Une soumission doit respecter les exigences de la demande de soumissions et satisfaire à tous les critères d'évaluation obligatoires techniques et financiers pour être déclarée recevable. La soumission recevable avec le prix évalué global le plus bas recommandée pour l'attribution d'un contrat.

PARTIE 5 - ATTESTATIONS

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations et la documentation exigées pour qu'un contrat leur soit attribué.

Les attestations que les soumissionnaires remettent au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. Le Canada déclarera une soumission non recevable, ou à un manquement de la part de l'entrepreneur, s'il est établi qu'une attestation du soumissionnaire est fausse, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions, ou pendant la durée du contrat.

L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations du soumissionnaire. À défaut de répondre à cette demande, la soumission sera également déclarée non recevable, ou sera considéré comme un manquement au contrat.

1. Attestations obligatoires préalables à l'attribution du contrat

1.1 Code de conduite et attestations - documentation connexe

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire et ses affiliés respectent les dispositions stipulées à l'article 01 Code de conduite et attestations - soumission des Instructions uniformisées 2003. La documentation connexe requise à cet égard, assistera le Canada à confirmer que les attestations sont véridiques.

1.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation de soumission

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire, et tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, n'est pas nommé dans la liste des « soumissionnaires admissibilité limitée »

(http://www.travail.gc.ca/fra/normes_equite/eq/emp/pcf/liste/inelig.shtml) du

Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible sur le site Web de Ressources humaines et Développement des compétences Canada (RHDCC) - Travail.

Le Canada aura le droit de déclarer une soumission non recevable si le soumissionnaire, ou tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires admissibilité limitée » du PCF au moment de l'attribution du contrat.

2. Attestations additionnelles préalables à l'attribution du contrat

Les attestations énumérées ci-dessous devraient être remplies et fournies avec la soumission mais elles peuvent être fournies plus tard. Si l'une de ces attestations n'est pas remplie et fournie tel que demandé, l'autorité contractante en informera le soumissionnaire et lui donnera un délai afin de se conformer aux exigences. Le défaut de répondre à la demande de l'autorité contractante et

Solicitation No. - N° de l'invitation

W8476-144884/A

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier

hs629W8476-144884

Buyer ID - Id de l'acheteur

hs629

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

de se conformer aux exigences dans les délais prévus aura pour conséquence que la soumission sera déclarée non recevable.

2.1 Conformité du produit

Le soumissionnaire certifie que tous les véhicules/équipements proposés sont conformes, et continueront de se conformer pendant toute la période du contrat, à toutes les spécifications techniques de la description d'achat.

Cette certification ne soustrait pas la soumission à son obligation de satisfaire à tous les critères d'évaluation techniques obligatoires détaillés dans la partie 4.

Signature du représentant autorisé du soumissionnaire

Date

PARTIE 6 - EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ ET EXIGENCES FINANCIÈRES

1. Exigences relatives à la sécurité

Cette demande de soumission ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

2. Capacité financière

Référence de CCUA**Titre****Date**

A9033T

Capacité financière

2012-07-16

PARTIE 7 - CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent à tout contrat subséquent découlant de la demande de soumissions et en font partie intégrante.

1. Besoin

L'entrepreneur doit fournir une (1) balayeuse auto-propulsée guidée par rails, électrique, à usage intensif, de type industriel à conducteur avec système de recyclage de solution, incluant la séance d'instructions de familiarisation, conformément à la description d'achat pour balayeuse auto-propulsée guidée par rails, électrique, à usage intensif, de type industriel à conducteur avec système de recyclage de solution datée du 16 octobre 2013 et à l'Annexe A - Établissement des prix.

Une option pour une quantité de jusqu'à une (1) balayeuse auto-propulsée guidée par rails, électrique, à usage intensif, de type industriel à conducteur avec système de recyclage de solution et les articles auxiliaires est incluse, qui pourra être exercée dans les douze (12) mois à partir de la date d'entrée en vigueur du contrat.

1.1 Changements techniques, produits de remplacement et solutions de rechange

Tous les changements techniques, les produits de remplacement et les solutions de rechange que propose l'entrepreneur doivent être évalués aux fins d'approbation par l'autorité technique. Tous les produits de remplacement et les solutions de rechange doivent être équivalents sur le plan de la forme, de l'ajustage, de la fonction, de la qualité et du rendement à ce qui est remplacé et doit être sans frais supplémentaires pour le Canada. Les produits de remplacement et les solutions de rechange qui sont offerts comme étant équivalents ne seront acceptables qu'une fois approuvés par l'autorité technique comme équivalents. Une modification au contrat ou le formulaire complété de modification ou modèle ou écart autorité sera émis.

Si l'autorité technique n'accepte pas le produit de remplacement ou la solution de rechange et que l'entrepreneur ne peut respecter les exigences techniques, le Canada peut résilier le contrat pour manquement, conformément aux conditions générales stipulées dans le contrat.

1.2 Biens optionnels et(ou) services facultatifs

L'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable d'acquérir les biens, services ou les deux qui sont décrits dans les présentes, selon les mêmes conditions et aux prix établis dans le contrat. Cette option ne pourra être exercée que par l'autorité contractante et sera confirmée, pour des raisons administratives seulement, par une modification au contrat.

L'option pourra être exercée, à la discrétion du Canada, au complet, ou en partie ou à une ou plusieurs occasions, jusqu'à la quantité maximale identifiée dans le contrat.

L'autorité contractante peut exercer l'option dans les douze (12) mois à partir de la date d'émission du contrat en envoyant un avis écrit à l'entrepreneur.

L'entrepreneur doit informer l'autorité technique et l'autorité contractante de tout changement à la conception qui pourrait modifier l'achat de véhicules/équipements additionnels.

2. Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans le contrat par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

2.1 Conditions générales

2010A (2013-04-25), Conditions générales - biens (complexité moyenne) s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

L'article 09 intitulé Garantie des conditions générales 2010A est modifié comme suit:

Supprimer au paragraphe 1 : « L'entrepreneur garantit, pour une période de douze (12) mois » et le remplacer par ce qui suit: « L'entrepreneur garantit, pour une période de douze (12) mois, ou 2000 heures d'utilisation, le premier des deux prévalant »

3. Durée du contrat

3.1 Date de livraison

La livraison du véhicule/équipement doit être effectuée comme suit :

Quantité ferme

Article 001 - une (1) balayeuse auto-propulsée guidée par rails, électrique, à usage intensif, de type industriel à conducteur avec système de recyclage de solution et les articles auxiliaires doivent être livrés dans les (à être inséré par TPSGC) semaines/jours civils à partir de la date d'entrée en vigueur du contrat.

Quantité optionnelle

Article 002 - Si l'option est exercée, jusqu'à une (1) balayeuse auto-propulsée guidée par rails, électrique, à usage intensif, de type industriel à conducteur avec système de recyclage de solution et les articles auxiliaires doivent être livrés dans les (à être inséré par TPSGC) semaines/jours civils après qu'une option est exercée.

4. Responsables

4.1 Autorité contractante

L'autorité contractante pour le contrat est:

Sylvie Dicaire
Agent d'approvisionnements
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Direction générale des approvisionnements
DTPLEP - Division « HS »
Place du Portage, Phase III, 7B1
Gatineau (Québec) K1A 0S5
Téléphone: (819) 956-6629
Télécopie: (819) 956-5227
Courriel: sylvie.dicaire@pwgsc.gc.ca

L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat, et toute modification doit être autorisée par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ou des travaux qui n'y sont pas prévus, suite à des demandes ou instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'autorité contractante.

4.2 Autorité pour les achats

L'autorité pour les achats pour le contrat est :

À être inséré par TPSGC

DLP _____
Quartier général de la Défense nationale
Édifice Major-général George R. Pearkes
101, promenade Colonel By
Ottawa (Ontario) K1A 0K2
Téléphone : _____
Télécopieur : _____
Courriel : _____

L'autorité des achats représente le ministère ou organisme pour lequel les travaux sont exécutés en vertu du contrat. Il est responsable de la mise en oeuvre d'outils et de procédures exigés pour l'administration du contrat. L'entrepreneur peut discuter de questions administratives identifiées dans le contrat avec l'autorité des achats; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser de changements à l'énoncé des travaux. Des changements à l'énoncé des travaux peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification au contrat émise par l'autorité contractante.

4.5 Service après-vente

Le concessionnaire et/ou son agent suivant est autorisé à fournir des services après-vente, d'entretien et de réparations sous garantie; et une gamme complète de pièces de rechange pour le véhicule/équipement offert.

Distance entre le lieu de livraison et le concessionnaire et/ou l'agent: à être inséré par TPSGC km

Nom :

Adresse :

Numéro de téléphone :

5. Paiement

5.1 Base de paiement

À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations dans le cadre du contrat, l'entrepreneur sera payé les prix fermes spécifiés dans l'Annexe A - Établissement des prix et selon ce qui suit:

5.1.1 Base de paiement (BDP) Type 1

Des prix de lots fermes en dollars canadiens, DDP - rendu droits acquittés à destination, Incoterms 2000, droits de douane et taxe d'accise comprises, s'il y a lieu et les taxes applicables en sus.

5.1.2 Base de paiement (BDP) Type 2

Des prix de lots fermes en dollars canadiens, FCA franco-transporteur à l'établissement canadien de l'entrepreneur ou au point de distribution canadien de l'entrepreneur selon les Incoterms 2000, les droits de douane et les taxes d'accise du Canada comprises, s'il y a lieu et les taxes applicables sont en sus.

5.1.3 Base de paiement (BDP) Type 3

Prix à être négocié en dollars canadiens, DDP - rendu droits acquittés à destination, selon les Incoterms 2000, les droits de douane et les taxes d'accise du Canada comprises, s'il y a lieu et les taxes applicables sont en sus.

Les coûts de transport seront négociés alors que le Canada a l'intention d'exercer une option et a identifié les quantités et les destinations en vigueur. À la demande du Canada, en tant que base de négociation, l'entrepreneur doit fournir le prix du transport(s) et les informations pertinentes.

5.1.4 Base de paiement (BDP) Type 4

L'entrepreneur sera remboursé pour ses frais autorisés de déplacement et de subsistance qu'il a raisonnablement et convenablement engagés dans l'exécution des travaux, au prix coûtant, sans aucune indemnité pour le profit et(ou) les frais administratifs généraux, conformément aux

indemnités relatives aux repas, à l'utilisation d'un véhicule privé et aux faux frais qui sont précisées aux appendices B, C et D de la Directive sur les voyages du Conseil national mixte (<http://www.njc-cnm.gc.ca/directive/index.php?sid=90&hl=1&lang=fra&merge=2>), et selon les autres dispositions de la Directive qui se rapportent aux « voyageurs » plutôt que celles qui se rapportent aux « employés ».

Tout déplacement doit être approuvé au préalable par l'autorité technique. Tous les paiements sont assujettis à une vérification par le gouvernement.

Tous les frais de déplacement et de subsistance engagés dans l'exécution des travaux hors du Canada est la responsabilité de l'entrepreneur.

À la demande du Canada, l'entrepreneur doit fournir une estimation des coûts et les informations pertinentes pour les frais de déplacement et de subsistance.

5.2 Clauses du guide des CCUA

Référence de CCUA	Titre	Date
C6000C	Limite de prix	2011-05-16
H1001C	Paiements multiples	2008-05-12

5.3 Rajustement relatif à la fluctuation du taux de change

1. Le montant en monnaie étrangère est défini comme la portion du prix ou du taux qui varie directement en fonction des fluctuations du taux de change. Ce montant devrait comprendre l'ensemble des taxes, des droits et des autres frais payés par la soumissionnaire et qui seront compris dans le montant de rajustement.
2. Pour chaque article pour lequel un montant en monnaie étrangère est déterminé, le Canada assume les risques et les avantages liés à la fluctuation du taux de change, conformément à la Base de paiement. Pour ces articles, le montant de rajustement du taux de change est déterminé conformément à la disposition de la présente clause.
3. Le prix total payé par le Canada sur chaque facture sera rajusté au moment du paiement, selon le montant en monnaie étrangère et la disposition relative à la fluctuation du taux de change du contrat. Le montant de rajustement du taux de change sera calculé conformément à la formule suivante :

$$\text{Rajustement} = \text{montant en monnaie étrangère} \times \text{Qté} \times (i_1 - i_0) / i_0$$

où les variables de la formule correspondent à :

Montant en monnaie étrangère

Montant en monnaie étrangère (par unité)

i_0

taux de change initial (\$ CA par unité de monnaie étrangère [p. ex., 1 \$ US])

i_1

taux de change aux fins du rajustement (\$ CA par unité de monnaie étrangère [p. ex., 1 \$ US])

Qté

quantité d'unités

4. Le taux de change initial correspond habituellement au cours à midi, publié par la Banque du Canada à la date de clôture de la demande de soumissions.
5. Pour les biens, le taux de change aux fins du rajustement correspondra au cours à midi, publié par la Banque du Canada à la date de livraison des biens. Pour les services, le taux de change aux fins du rajustement correspondra au cours à midi, publié par la Banque du Canada pour le dernier jour ouvrable du mois durant lequel la prestation a eu lieu. Pour les paiements anticipés, le taux de change aux fins du rajustement correspondra au cours à midi à la date à laquelle le paiement était dû. Le plus récent cours à midi sera utilisé pour les jours non ouvrables.
6. L'entrepreneur doit indiquer le montant total de rajustement du taux de change (soit à la hausse, à la baisse ou invariable) séparément sur chaque facture ou demande de paiement présentée dans le cadre du contrat. Dans le cas où un rajustement s'applique, l'entrepreneur doit joindre à sa facture le formulaire PWGSC-TPSGC 450, Demande de rajustement du taux de change.
7. Le rajustement du taux de change sera uniquement appliqué lorsque la fluctuation du taux de change varie de plus de 2% (augmentation ou diminution), calculé conformément à la colonne 8 du formulaire PWGSC-TPSGC 450 (c.-à-d. $[i_1 - i_0 / i_0]$).
8. Le Canada se réserve le droit de vérifier toute révision de coûts et prix en vertu de la présente clause.

6. Facturation

6.1 Instructions relatives à la facturation

1. L'entrepreneur doit soumettre ses factures conformément à l'article intitulé « Présentation des factures » des conditions générales.
2. Les factures ne doivent pas être soumises avant la livraison, l'inspection et l'acceptation du véhicule/équipement/service.
3. Les taxes applicables, selon le cas, doivent être calculées pour le montant total de la facture, avant l'application de la retenue de garantie. Au moment de la demande de la retenue de garantie, il n'y aura pas de taxes à payer car celles-ci auront été réclamées et payées sous la facture précédente pour le véhicule/équipement/service.

4. Suite à la livraison, l'inspection et l'acceptation de tous les articles auxiliaires reliés audit véhicule/équipement/service, l'entrepreneur peut soumettre une facture pour le déblocage de la retenue de garantie.

5. Chaque facture doit être appuyée par:

(a) une copie des factures, reçus, pièces justificatives pour tous les frais directs et pour tous les frais de déplacement et de subsistance.

6. L'entrepreneur est prié de fournir les factures en format électronique, sauf indication contraire de l'autorité contractante ou de l'autorité pour les achats, réduisant ainsi le matériel imprimé.

7. Les factures doivent être distribuées comme suit :

(a) L'original doit être envoyé ou transmis par courriel à l'autorité pour les achats identifiée sous l'article intitulé «Responsables» du contrat pour acceptation et paiement.

(b) Un (1) exemplaire doit être envoyé ou transmis par courriel à l'autorité contractante identifiée sous l'article intitulé «Responsables» du contrat.

6.2 Retenue de garantie

1. Le Canada retiendra dix (10) pour cent sur tout paiement final dudit véhicule/équipement/service (article 001, 002 et 004) jusqu'à la livraison, l'inspection et l'acceptation de tous les articles auxiliaires reliés audit véhicule/équipement/service.

2. Suivant la livraison, l'inspection et l'acceptation de tous les articles auxiliaires reliés audit véhicule/équipement/service, l'entrepreneur doit soumettre une facture, pour le déblocage de la retenue de garantie, en conformité avec les «Instructions relatives à la facturation» évoquées dans ce contrat.

7. Attestations

7.1 Conformité

Le respect des attestations et documentation connexe fournies par l'entrepreneur avec sa soumission est une condition du contrat et pourra faire l'objet d'une vérification par le Canada pendant la durée du contrat. En cas de manquement à toute déclaration de la part de l'entrepreneur, à fournir la documentation connexe ou encore si on constate que les attestations qu'il a fournies avec sa soumission comprennent de fausses déclarations, faites sciemment ou non, le Canada aura le droit de résilier le contrat pour manquement conformément aux dispositions du contrat en la matière.

8. Lois applicables

Le contrat doit être interprété et régi selon les lois en vigueur en Ontario et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

9. Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre les textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur ladite liste.

- a) les articles de la convention;
- b) 2010A (2013-04-25) Conditions générales - biens (complexité moyenne);
- c) Annexe A - Établissement des prix;
- d) Description d'achat pour une balayeuse auto-propulsée guidée par rails, électrique, à usage intensif, de type industriel à conducteur avec système de recyclage de solution, datée du 16 octobre 2013;
- e) La soumission de l'entrepreneur (à être inséré par TPSGC) en date du, telle que modifiée (à être inséré par TPSGC).

10. Clauses du guide des CCUA

Référence de CCUA	Titre	Date
A1009C	Accès aux lieux d'exécution des travaux	2008-05-12
A9006C	Contrat de défense	2012-07-16
A9049C	Sécurité des véhicules	2011-05-16
C2800C	Cote de priorité	2013-01-28
C2801C	Cote de priorité - entrepreneur canadien	2011-05-16
D5545C	ISO 9001:2008 Systèmes de management de la qualité - Exigences (CAQ C)	2010-08-16
G1005C	Assurances	2008-05-12

11. Inspection et acceptation

L'autorité technique ou son représentant sera le responsable des inspections. Tous les rapports, biens livrables, documents, biens et services fournis en vertu du contrat seront assujettis à l'inspection du responsable des inspections ou de son représentant. Si des rapports, documents, biens ou services ne sont pas conformes aux exigences de la description d'achat et ne sont pas satisfaisants selon le responsable des inspections, ce dernier aura le droit de les rejeter ou d'en demander la correction, aux frais de l'entrepreneur uniquement, avant de recommander le paiement.

12. Préparation pour la livraison

1. Le véhicule/l'équipement doit être desservi, ajusté et être en condition pour utilisation immédiate. L'intérieur et l'extérieur doivent être nettoyés avant que le véhicule quitte l'usine et soit remis au responsable des inspections ou son mandataire à la destination finale de livraison.
2. La livraison de tous les véhicules/équipements doit se faire sur rendez-vous seulement. Les livraisons de véhicules sans rendez-vous pourront être refusées. Lorsque le transporteur doit retourner faute de ne pas avoir pris de rendez-vous, le Canada n'est pas tenu de payer pour les coûts additionnels.

13. Expédition - livraison à destination

1. L'entrepreneur doit expédier les biens en DDP - rendu droits acquittés (en conformité avec l'annexe A - Établissement des prix) indiqué ci-dessous. À moins d'indication contraire, la livraison doit se faire par le moyen le plus économique. L'entrepreneur est responsable de l'ensemble des frais de livraison, de l'administration, des coûts et des risques de transport et du dédouanement, dont le paiement des droits de douane et des taxes applicables.
2. L'entrepreneur doit livrer les biens sur rendez-vous seulement. L'entrepreneur ou son transporteur doit prendre les rendez-vous pour la livraison en communiquant avec la personne désignée à l'annexe A - Établissement des prix. Le destinataire peut refuser des livraisons lorsque des dispositions n'ont pas été prises au préalable.

14. Livraison et déchargement

1. Les camions de livraison doivent être munis d'un dispositif permettant d'effectuer le déchargement dans les endroits dépourvus d'installation de déchargement hydraulique, fixe ou autre.

15. Réunion suivant l'attribution du contrat

Dans un délai de dix (10) jours civils après la date d'entrée en vigueur du contrat, l'entrepreneur doit communiquer avec l'autorité contractante pour déterminer si une réunion est requise. Une réunion sera convoquée à la discrétion de l'autorité technique afin de passer en revue les exigences techniques et contractuelles. L'entrepreneur sera responsable pour la préparation et la distribution du procès-verbal dans les cinq (5) jours civils après la tenue de la réunion. La réunion aura lieu aux établissements de l'entrepreneur ou à un édifice du ministère de la Défense nationale ou via téléconférence, à la discrétion du Canada, sans frais additionnels au Canada, avec des représentants de l'entrepreneur, du ministère de la Défense nationale et de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

16. Outils et équipement en vrac

Tous les articles et outils expédiés en vrac doivent être inscrits sur le Certificat d'inspection (CF 1280) ou sur le bordereau d'emballage fourni avec le véhicule/équipement, pour la vérification lors du transport.

17. Assemblage/Préparation à la livraison

L'entrepreneur doit dépêcher un représentant du service à chaque point de livraison pour effectuer l'assemblage et la préparation de tous les véhicules/équipement livrés.

L'assemblage/Préparation à la livraison doivent être effectués sans frais supplémentaires pour le Canada.

18. Interchangeabilité

À moins de modifications autorisées par l'autorité contractante, tous les véhicules/équipements fournis en fonction d'un article donné d'un contrat doivent être de même marque et de modèle, et tous les assemblages, sous-ensembles et pièces doivent être interchangeables.

19. Considérations environnementales

Le Canada s'est engagé à écologiser sa chaîne d'approvisionnement. Conformément à la Politique d'achats écologiques du gouvernement fédéral entrée en vigueur en avril 2006, les ministères et les organismes fédéraux doivent prendre les mesures appropriées pour se procurer des produits et des services dont l'impact environnementale est moindre que celui des produits et services qu'ils se procuraient traditionnellement.

Les facteurs environnementaux incluent, entre autres : la réduction d'émissions de gaz à effet de serre et de polluants atmosphériques, améliorations de l'efficacité de l'eau et de l'énergie, réduction des déchets et la réutilisation et le recyclage de soutien, l'utilisation des ressources renouvelables, réduction des déchets dangereux et réduction des substances toxiques et dangereuses. Conformément à la Politique d'achats écologiques:

L'entrepreneur est prié de fournir toute la correspondance, y compris (mais sans s'y limiter) les documents et les rapports en format électronique, sauf si indication contraire de l'autorité contractante et de l'autorité pour les achats, réduisant ainsi le matériel imprimé.

L'entrepreneur devrait recycler (déchiqueter) les copies des documents non classifiés / protégés inutiles (en tenant compte des exigences de sécurité).

Les composantes de produits utilisés lors de la prestation des services devraient être recyclables et/ou réutilisables, lorsque possible.

ANNEXE A - ÉTABLISSEMENT DES PRIX

Article 001 - balayeuse auto-propulsée guidée par rails, électrique, à usage intensif, de type industriel à conducteur avec système de recyclage de solution (**Quantité ferme**)

L'entrepreneur doit livrer une (1) balayeuse auto-propulsée guidée par rails, électrique, à usage intensif, de type industriel à conducteur avec système de recyclage de solution, les articles auxiliaires mais sans s'y limiter, incluant la séance d'instructions de familiarisation, guide du véhicule, lettre de garantie, et ensemble de pièces initial, conformément à la description d'achat pour balayeuse auto-propulsée guidée par rails, électrique, à usage intensif, de type industriel à conducteur avec système de recyclage de solution en conformité avec la description d'achat pour balayeuse auto-propulsée guidée par rails, électrique, à usage intensif, de type industriel à conducteur avec système de recyclage de solution ci-jointe, datée du 16 octobre 2013.

La balayeuse auto-propulsée guidée par rails, électrique, à usage intensif, de type industriel à conducteur avec système de recyclage de solution et les articles auxiliaires doivent être livrés à:

(adresse complète, base, ville, province)

La personne-ressource à la destination est: (à être inséré par TPSGC)

Prix de lot ferme de _____ \$ par véhicule/équipement et articles auxiliaires, rendu droits acquittés (DDP) (... lieu de destination convenu) en conformité avec la Partie 7, Base de paiement Type 1.

Manufacturier: (à être inséré par TPSGC) Modèle: (à être inséré par TPSGC)

Article 002 - balayeuse auto-propulsée guidée par rails, électrique, à usage intensif, de type industriel à conducteur avec système de recyclage de solution (**Quantité optionnelle**)

Si l'option est exercée, l'entrepreneur doit livrer une (1) balayeuse auto-propulsée guidée par rails, électrique, à usage intensif, de type industriel à conducteur avec système de recyclage de solution, les articles auxiliaires mais sans s'y limiter, excluant la séance d'instructions de familiarisation, guide du véhicule, guide de l'opérateur, guides sur les pièces, guides d'entretien (réparation en atelier), lettre de garantie, ensemble de pièces initial, résumé des données, photographies, liste de pièces pour l'entretien préventif et guides d'échantillonnage conformément à la description d'achat pour balayeuse auto-propulsée guidée par rails, électrique, à usage intensif, de type industriel à conducteur avec système de recyclage de solution en conformité avec la description d'achat pour balayeuse auto-propulsée guidée par rails,

électrique, à usage intensif, de type industriel à conducteur avec système de recyclage de solution ci-jointe, datée du 16 octobre 2013.

Prix de lot ferme de _____ \$ par véhicule/équipement, à l'établissement canadien de l'entrepreneur ou au point de distribution canadien de l'entrepreneur tel que décrit à la Partie 7, Base de paiement Type 2.

Manufacturier: (à être inséré par TPSGC) Modèle: (à être inséré par TPSGC)

Article 003 - Coût de transport (quantités optionnelles)

Si une option est exercée en conformité avec l'article 002 ci-dessus, l'entrepreneur doit livrer le véhicule/équipement à la destination comme suit:

Quantité: (à être inséré par TPSGC si une option est exercée)

Le balayeuse auto-propulsée guidée par rails, électrique, à usage intensif, de type industriel à conducteur avec système de recyclage de solution et les articles auxiliaires doivent être livrés à:

(à être inséré par TPSGC si une option est exercée)

La personne-ressource à la destination est: (à être inséré par TPSGC si une option est exercée)

Prix négociés de \$(à être négocié si une option est exercée) par véhicule/équipement, pour les coûts de transport, rendu droit acquittés à destination (DDP) (... lieu de destination convenu), en conformité avec la Partie 7, Base de paiement Type 3.

(L'article 003 ne sera pas inclus dans l'évaluation financière)

Article 004 - Séance d'instructions de familiarisation (Quantité optionnelle)

Si l'option est exercée, l'entrepreneur doit fournir au moins une (1) séances d'instructions de familiarisation d'une journée (8 heures) à un maximum de huit (8) personnes, en conformité avec la description d'achat pour balayeuse auto-propulsée guidée par rails, électrique, à usage intensif, de type industriel à conducteur avec système de recyclage de solution ci-jointe, datée du 16 octobre 2013.

Prix unitaire ferme _____ \$ par séance d'instructions de familiarisation en conformité avec la Partie 7, Base de paiement Type 2.

Article 005 - Frais de voyage et de substances pour les séances d'instructions de familiarisation (Option)

L'entrepreneur doit fournir les séances d'instructions de familiarisation à:

(à être inséré par TPSGC si l'option est exercée)

Coût estimatif: \$(à être inséré par TPSGC si une option est exercée) en conformité avec la Partie 7, Base de paiement Type 4.

(L'article 005 ne sera pas inclus dans l'évaluation financière)

Article 006 - Prolongation de la période de garantie

Si la période de garantie est prolongée pour une période additionnelle de _____ mois/jours civils, l'entrepreneur sera payé un prix unitaire ferme de _____ \$ par véhicule/équipement et les taxes applicables sont en sus.

(L'article 006 ne sera pas inclus dans l'évaluation financière)



Questionnaire de renseignements techniques pour balayeuse auto-propulsée guidée par rails, électrique, à usage intensif, de type industriel à conducteur avec système de recyclage de solution

QUESTIONNAIRE DE RENSEIGNEMENTS TECHNIQUES Configuration : B

Le présent questionnaire porte sur les renseignements techniques qui **doivent** être fournis pour l'évaluation des configurations des véhicules offerts.

Lorsque les paragraphes de spécification ci dessous indique « **Preuve de conformité** », la « **Preuve de conformité** » **doit** être fourni pour chaque exigence de performance/spécification.

Les offrants devraient indiquer le nom du document/titre et le numéro de la page où la **Preuve de conformité** peuvent être trouvées.

Définitions pour **Équivalent** et **Preuve de conformité** se trouvent dans la section des DÉFINITIONS à la fin de ce document.

INFORMATION DE L'ENTREPRENEUR

Nom d'entrepreneur _____

Date de offre: _____

Substituts/Alternatives

Y a-t-ils des substituts/alternatives offerts comme **Équivalent**? OUI ☐ NON ☐

Si oui, s'il vous plaît identifier tous les substituts d'équipement / alternatives offertes en équivalents ci-dessous:

**" Questionnaire de renseignements techniques pour
balayeuse auto-propulsée guidée par rails, électrique,
à usage intensif, de type industriel à conducteur avec
système de recyclage de solution
"**

Marque Offerts _____ Modèle _____

PARAGRAPHES DE LA DESCRIPTION D'ACHAT

3.4.1 Rendement du véhicule - Preuve de conformité

	Trouvé dans du Document Nom/Titre	Numéro de page
3.4.1(a)		
3.4.1(b)		

3.4.2 Rendement de la balayeuse - Preuve de conformité

	Trouvé dans du Document Nom/Titre	Numéro de page
Trajectoire de balayage		

3.4.3 Dimensions - Preuve de conformité

	Trouvé dans du Document Nom/Titre	Numéro de page
Hauteur du véhicule		

3.5.1 Équipement d'application

	Trouvé dans du Document Nom/Titre	Numéro de page
3.5.1(a)		
3.5.1(c)		
3.5.1(d)		

Définitions - Les définitions suivantes s'appliquent à l'interprétation de la présente description d'achat:

- (a) « Équivalent » - Une norme, un moyen ou un type d'élément qui, aux yeux du responsable technique, respecte les exigences du point de vue de la forme, de la correspondance, de la fonction et du rendement.
- (b) « Preuve de conformité » - La preuve de conformité est un document non modifié, tel qu'une brochure et/ou de la documentation technique et/ou un rapport d'essai d'un tiers provenant d'un établissement d'essai reconnu au niveau national et/ou international, et/ou un rapport généré par un logiciel d'un tiers reconnu au niveau national et/ou international. Le document doit contenir de l'information détaillée concernant chaque exigence et/ou spécification sur le rendement. Si un document présenté à titre de preuve de conformité ne couvre pas toutes les exigences et/ou spécifications sur le rendement, ou si aucun document de cette nature n'est disponible, ou si des modifications ou une adaptation de l'équipement d'origine sont requises pour l'atteinte des exigences et/ou spécifications sur le rendement, l'entrepreneur doit présenter un certificat d'attestation (document distinct) signé par l'ingénieur principal représentant le fabricant de l'équipement d'origine (FEO) et décrivant en détail les modifications et la méthode employée pour atteindre les exigences et/ou spécifications. Le certificat doit décrire en détail toutes les exigences et/ou spécifications sur le rendement requises pour justifier la conformité. Un certificat peut être fourni pour une seule des exigences et/ou spécifications sur le rendement ou toutes.



NOTICE

This documentation has been reviewed by the technical authority and does not contain controlled goods.

AVIS

Cette documentation a été révisée par le responsable technique et ne contient pas de marchandises contrôlées.

**Équipement de manipulation de matériel des Forces
canadiennes**

**DESCRIPTION D'ACHAT DE BALAYEUSE AUTO-PROPULSÉE GUIDÉE
PAR RAILS, ÉLECTRIQUE, À USAGE INTENSIF, DE TYPE
INDUSTRIEL À CONDUCTEUR AVEC SYSTÈME DE RECYCLAGE DE
SOLUTION**

16 Octobre 2013

BPR : DSVPM 4/DAPVS 4
Quartier général de la Défense nationale
Édifice major-général George R. Pearkes
Ottawa (Ontario)
K1A 0K2

Issued on Authority of the Chief of the Defence Staff
Publiée avec l'autorisation du Chef d'état-major de la Défense

TABLE DES MATIÈRES

1.	PORTÉE	-----	5
1.1	Portée	-----	5
1.2	Instructions	-----	5
1.3	Définitions	-----	5
1.4	Tableau sommaire des exigences	-----	6
2.	DOCUMENTS APPLICABLES	-----	7
2.1	Documents fournis par le gouvernement	-----	7
2.2	Autres publications	-----	7
3.	EXIGENCES	-----	7
3.1	Modèle standard	-----	7
3.2	Conditions d'exploitation	-----	8
3.2.1	Conditions climatiques	-----	8
3.2.2	Terrain	-----	8
3.3	Normes de sécurité	-----	8
3.3.1	Matières dangereuses	-----	8
3.3.2	Cote E	-----	8
3.4	Rendement	-----	8
3.4.1	Rendement du véhicule	-----	8
3.4.2	Rendement de la balayeuse	-----	9
3.4.3	Dimensions	-----	9
3.4.4	Manœuvrabilité	-----	9
3.5	Équipement	-----	10
3.5.1	Équipement d'application	-----	10
3.6	Poste de l'utilisateur	-----	11
3.7	Châssis	-----	11
3.8	Moteurs	-----	11
3.9	Dispositif d'entraînement	-----	11
3.10	Système de freinage	-----	11
3.11	Direction	-----	11
3.12	Roues, jantes et pneus	-----	11
3.13	Commandes	-----	11
3.14	Instruments	-----	11
3.15	Circuit électrique	-----	12
3.16	Système d'éclairage	-----	12

3.17	Système hydraulique -----	12
3.18	Lubrifiants et liquides hydrauliques -----	12
3.19	Peinture -----	12
3.20	Identification -----	12
4.	SOUTIEN LOGISTIQUE INTÉGRÉ -----	13
4.1	Documentation et appui -----	13
4.1.1	Articles fournis avec chaque véhicule -----	13
4.1.2	Documents fournis au responsable technique -----	14
4.2	Formation -----	14
5.	État du véhicule à la livraison -----	15

1. **PORTÉE**

1.1 **Portée** - La présente description d'achat porte sur les exigences d'une balayeuse auto-propulsée, guidée par rails, de type industriel à conducteur et alimentée par moteur électrique.

1.2 **Instructions** - Les instructions suivantes s'appliquent à la présente description d'achat :

- a) Les exigences, qui sont identifiées par le verbe **devoir**, sont obligatoires. Les écarts ne seront pas permis;
- b) Les exigences identifiées par le verbe **devoir**^(B) sont obligatoires. Le responsable technique considérera les substituts/solutions de rechange aux fins d'acceptation en tant qu'équivalents;
- c) Les exigences identifiées par un verbe au futur définissent des mesures que le gouvernement du Canada doit prendre et ne nécessitent aucune mesure/ne mettent en cause aucune obligation de la part de l'entrepreneur;
- d) Lorsque le verbe **devoir**, **devoir**^(B) ou un verbe au futur ne sont pas utilisés, les renseignements fournis sont donnés à titre indicatif seulement;
- e) Dans le présent document, « fourni » **doit** signifier « fourni et posé »;
- f) Lorsqu'une certification technique est nécessaire, un exemplaire de celle-ci ou une preuve acceptable de conformité **doit** être fourni sur demande;
- g) Des mesures métriques **doivent** être utilisées pour définir l'exigence. Les autres mesures sont données à titre de références seulement et pourraient ne pas être des conversions exactes; et
- h) Les dimensions données à titre nominal **doivent** être traitées comme des dimensions approximatives. Les dimensions nominales reflètent une méthode par laquelle les matériaux ou les produits sont généralement identifiés pour la vente commerciale, mais elles diffèrent des dimensions réelles.

1.3 **Définitions** - Les définitions suivantes s'appliquent à l'interprétation de la présente description d'achat :

a) Responsable technique - Le représentant du gouvernement responsable du contenu technique de la présente exigence.

1.4 **Tableau sommaire des exigences** - Les véhicules visés par la présente description d'achat sont représentés comme des configurations. Le tableau suivant donne les dimensions et le rendement requis par configuration avec une référence (clause).

CARACTÉRISTIQUES	CLAUSE	UNITÉS	CONFIGURATION		
			A	B	C
VIRAGE MUR À MUR	3.4.1 b)	mm		3 300	
		po		129	
TRAJECTOIRE DE BALAYAGE	3.4.2	mm		1 625	
		po		64	
HAUTEUR DU VÉHICULE	3.4.3	mm		2 365	
		po		93	
TRÉMIE À DÉBRIS	3.5.1 b)	L		190	
		pi ³		6,7	
RÉSERVOIR DE SOLUTION	3.5.1 d)-i	l		215	
		gallons améri.		57	
RÉSERVOIR DE RÉCUPÉRATION	3.5.1 d)-ii	l		270	
		gallons améri.		72	
CAPACITÉ DE LA BATTERIE	3.15 a)	kWh		20	
CHARGEUR DE 550 VOLTS ET DE 3 PHASES	3.15 c)			✓	
FAMILIARISATION	4.2 a)			✓	
ENSEMBLE DE PIÈCES INITIAL	4.1.1 c)			✓	

2. **DOCUMENTS APPLICABLES**

2.1 **Documents fournis par le gouvernement** - **NON APPLICABLE**

2.2 **Autres publications** - Les documents suivants font partie de la présente description d'achat. Les sites Internet pour l'organisation sont donnés lorsqu'ils sont disponibles. Les documents en vigueur sont ceux en vigueur à la date de construction. Les sources sont les suivantes :

UL 583 Standards for Safety, Electric Battery Powered
Industrial Trucks

Laboratoires des Assureurs du Canada
7, Crouse Road,
Scarborough (Ontario) M1R 3A9
<http://www.ulc.ca/>

3. **EXIGENCES**

3.1 **Modèle standard** - Le véhicule/l'équipement **doit** :

- a) Être le modèle le plus récent d'un constructeur qui a démontré son acceptabilité en construisant et en vendant ce type et cette taille de véhicules pendant au moins 1 an;
- b) Avoir une certification technique disponible, sur demande, pour cette application des constructeurs d'origine des ensembles et des systèmes d'équipement principaux;
- c) Se conformer à la totalité des normes industrielles, des règlements et des lois applicables régissant la construction, la sécurité, le niveau de bruit et la pollution et en vigueur au Canada au moment de la construction; et
- d) Avoir des capacités (composantes et systèmes) ne dépassant pas leurs capacités publiées (c.-à-d. brochures sur les composantes ou les produits) ou accompagnées d'une preuve de conformité.

3.2 **Conditions d'exploitation**

3.2.1 **Conditions climatiques** - Le véhicule/l'équipement **doit** fonctionner dans les deux extrêmes climatiques du Canada entre 0 et 40 °C (32 et 102 °F).

3.2.2 **Terrain** - La balayeuse **doit** pouvoir être utilisée sur des planchers de béton usés, ainsi que pour balayer et nettoyer des planchers dans les entrepôts et autour de ceux-ci.

3.3 **Normes de sécurité**

3.3.1 **Matières dangereuses** - L'entrepreneur **doit** minimiser l'utilisation de matières dangereuses, de substances qui appauvrissent l'ozone, de BPC, d'amiante et de métaux lourds utilisés dans la construction du produit fourni. Les articles considérés comme des matières dangereuses **doivent** être ceux mentionnés dans les lois sur les produits dangereux. L'entrepreneur **doit** fournir des fiches

signalétiques au responsable technique pour toutes les substances ci-dessus utilisées dans la construction du produit fourni.

3.3.2 **Cote E** - Le véhicule/l'équipement **doit** être construit pour respecter les exigences d'une cote E conformément à la norme UL 583.

3.4 **Rendement** - Le rendement **doit** être validé à l'aide d'une preuve de conformité.

3.4.1 **Rendement du véhicule** - Le véhicule/l'équipement **doit** :

- a) Avoir une vitesse vers l'avant d'au moins 6 km/h (3,6 mi/h); et
- b) Pouvoir tourner entre les murs avec une séparation ne dépassant pas le **VIRAGE MUR À MUR** donné dans le tableau sommaire des exigences sans reculer.

3.4.2 **Rendement de la balayeuse** - La balayeuse **doit** avoir une trajectoire de balayage équivalente à celle donnée comme **TRAJECTOIRE DE BALAYAGE** dans le tableau sommaire des exigences avec une tolérance de ± 100 mm (4 po).

3.4.3 **Dimensions** - La balayeuse **doit** avoir une hauteur globale avec protecteur en hauteur ne dépassant pas celle donnée comme **HAUTEUR DU VÉHICULE** dans le tableau sommaire des exigences.

3.4.4 **Manœuvrabilité** - Le véhicule/l'équipement **doit** :

- a) Être muni d'une roue de guidage à l'avant et à l'arrière pour pouvoir fonctionner avec le système de guidage en forme de U existant (voir figure 1) posé sur le plancher au centre de l'aile ayant une dimension extérieure de 202 mm (8,0 po), une dimensions intérieure de 188 mm (7,5 po) et une hauteur de 50 mm (2 po) du sol jusqu'au sommet du mur latéral du guide (channel guide). L'épaisseur des côtés et du bas du guide (U-channel guide) est d'environ 3,175 mm (1/8 po); et



Figure 1 : Guide de plancher existant

- b) Avoir des roues de guidage posées horizontalement (voir la figure 2 sur le véhicule existant) sur le véhicule à au moins 25,4 mm (1 po) au-dessus du sol qui doivent être réglables pour obtenir une hauteur entre 25,4 mm et 44,5 mm (1 po et 1,75 po) entre le sol et la surface inférieure de la roue de guidage.



Figure 2 : Roue de guidage sur le véhicule existant

3.5 **Équipement**

3.5.1 **Équipement d'application** - L'équipement/les caractéristiques ci-dessous **doivent** être fournis :

- a) **Système de balayage** - Un balai rotatif facile à remplacer. Une preuve de conformité **doit** être fournie

pour valider le rendement. Le balai **doit** pousser les débris dans une trémie à auto-drainage résistant à la corrosion et ayant une capacité au moins équivalente à celle de la **TRÉMIE À DÉBRIS** du tableau sommaire des exigences;

- b) **Raclette (squeegee)** - Une raclette souple facile à remplacer fixée à l'arrière du véhicule. La raclette **doit** être munie de lames latérales pour empêcher le déversement de la solution dans les virages. La raclette **doit** se soulever automatiquement lorsque le véhicule circule en marche arrière;
- c) **Système à solution de nettoyage** - Un système à solution de nettoyage. Une preuve de conformité **doit** être fournie pour valider le rendement. Le système **doit** comprendre :
 - i Un réservoir à solution ayant une capacité au moins équivalente à celle du **RÉSERVOIR DE SOLUTION** du tableau sommaire des exigences avec un robinet automatique pour empêcher la circulation de solution lorsque les brosses sont soulevées; et
 - ii Un réservoir de récupération ayant une capacité au moins équivalente à celle du **RÉSERVOIR DE RÉCUPÉRATION** du tableau sommaire des exigences avec une commande d'arrêt d'aspiration lorsque le réservoir de récupération est à capacité maximale; et
- d) **Système de recyclage de solution de nettoyage** - Un système de recyclage de solution de nettoyage. Le système **doit** permettre de réutiliser la solution récupérée.

3.6 **Poste de l'utilisateur** - Le poste de l'utilisateur **doit** comprendre :

- a) **Protecteur en hauteur** - Un protecteur en hauteur pour le conducteur avec treillis métallique ou l'équivalent fixé pour protéger l'utilisateur;
- b) **Siège** - Un siège du conducteur résistant à l'eau, coussiné et muni d'une ceinture de sécurité; et
- c) **Rétroviseur(s)** - Rétroviseur(s) positionné(s) de façon à donner une vue complète des deux côtés pour permettre une conduite sécuritaire en marche arrière.

3.7 **Châssis** - Le châssis du véhicule **doit** répondre à la norme du

constructeur pour un véhicule de ce type et de cette taille.

- 3.8 **Moteurs** - Les moteurs électriques de l'équipement **doivent** répondre à la norme du constructeur et être conformes aux normes applicables.
- 3.9 **Dispositif d'entraînement** - Le véhicule **doit** être muni d'un dispositif d'entraînement standard du constructeur.
- 3.10 **Système de freinage** - Le véhicule **doit** être muni du système de freinage standard du constructeur.
- 3.11 **Direction** - La direction **doit** correspondre à la norme du constructeur.
- 3.12 **Roues, jantes et pneus** - Les roues, les pneus et les jantes **doivent** répondre à la norme du constructeur.
- 3.13 **Commandes** - Les commandes du véhicule **doivent** répondre à la norme du constructeur, y compris un interrupteur d'homme mort, qui actionne les freins. Il est préférable que l'interrupteur d'homme mort permette aussi d'arrêter le moteur du véhicule.
- 3.14 **Instruments** - Les instruments **doivent** répondre à la norme du constructeur, y compris un horamètre numérique, qui affiche le temps de fonctionnement accumulé jusqu'à concurrence de 9 999 heures.
- 3.15 **Circuit électrique** - Le circuit électrique **doit** :
- a) Être muni d'une batterie d'une capacité au moins équivalente à la **CAPACITÉ DE LA BATTERIE** du tableau sommaire des exigences. Les batteries **doivent** avoir une tension nominale d'au moins 24 volts;
 - b) Avoir des raccords de batterie à codes de couleur pour indiquer la tension;
 - c) Avoir un chargeur de batterie à usage intensif, à tension constante, entièrement automatique et approuvé par la CSA capable de charger les batteries du chargeur élévateur à fourche à partir d'une source d'alimentation de 60 Hz, à trois phases et de 550 volts. Lorsque demandé par le MDN, des chargeurs ayant une tension source de 440 V ou de 220 V/3 phases ou de 220 V ou de 120 V/1 phase **doivent** être fournis; et
 - d) Une alarme de recul pour aviser le personnel que le véhicule est en marche arrière.

-
- 3.16 **Système d'éclairage** - Le système d'éclairage du véhicule **doit** répondre à la norme du constructeur. Il **doit** comprendre :
- a) **Feu stroboscopique de marche arrière** - Un feu stroboscopique rouge fixé à l'arrière du chariot élévateur à fourche, qui est activé lorsque le véhicule recule.
- 3.17 **Système hydraulique** - Le système hydraulique **doit** répondre à la norme du constructeur et être muni de toutes les composantes requises pour l'utilisation de l'équipement hydraulique spécifié.
- 3.18 **Lubrifiants et liquides hydrauliques** - Le véhicule **doit** être entretenu à l'aide des liquides hydrauliques et des lubrifiants standard non exclusifs du constructeur.
- 3.19 **Peinture** - Le véhicule **doit** être peint à l'aide de couleurs commerciales standard du constructeur. La couche de fond **doit** être résistante à la corrosion et avoir une grande durabilité. La couche de fond **doit**^(E) être à époxy ou à poudre cuite.
- 3.20 **Identification** - Les renseignements suivants **doivent** être indiqués de façon permanente à un endroit bien à la vue et protégé :
- a) nom du constructeur, modèle et numéro de série; et
- b) numéro d'identification du véhicule (NIV) du constructeur, le cas échéant.
4. **Soutien logistique intégré** - L'entrepreneur doit s'assurer que les pièces de rechange nécessaires pour réparer et entretenir adéquatement les véhicules peuvent être achetées pendant 15 ans.
- 4.1 **Documentation et appui** - L'entrepreneur **doit** fournir l'appui et la documentation qui suit.
- 4.1.1 **Articles fournis avec chaque véhicule** - L'entrepreneur **doit** fournir les articles suivants avec chaque véhicule :
- a) **Guides du véhicule** - Guides requis pour la réparation, l'entretien et l'utilisation sécuritaires du véhicule. On préfère que des ensembles complets de guides soient fournis sur CD/DVD-ROM (sans mot de passe, exigences de pose spéciales ou connexion Internet). Les guides du véhicule **doivent** être:

-
- i **Guides de l'opérateur** - Les guides de l'opérateur en format bilingue ou sous la forme de 2 guides dans un seul cartable (un en anglais et un en français). Un guide de l'opérateur en format papier **doit** toujours être fourni avec chaque véhicule;
 - ii **Guides sur les pièces** - Les guides sur les pièces en anglais (une traduction en français est souhaitable); et
 - iii **Guides d'entretien (réparation en atelier)** - Le guide d'entretien (réparation en atelier) en anglais (une traduction en français est souhaitable).
- b) **Lettre de garantie** - Un exemplaire papier de la lettre de garantie bilingue complétée avec chaque véhicule envoyé dans le format approuvé. L'entrepreneur **doit** envoyer un exemplaire de la lettre de garantie, en format électronique, au responsable technique pour chaque véhicule, lors de l'envoi. Les fournisseurs de garantie désignés **doivent** honorer la lettre de garantie; et
 - c) **Ensemble de pièces initial** - Un ensemble de pièces initial accompagnant chaque véhicule/équipement. Chaque ensemble de pièces initial **doit** comprendre un ensemble complet de filtres et d'éléments filtrants provenant de l'équipementier.

4.1.2 **Documents fournis au responsable technique** - L'entrepreneur **doit** fournir les documents suivants au responsable technique :

- a) **Résumé des données** - Un résumé bilingue des données pour chaque marque/modèle/configuration obtenu en remplissant le gabarit du responsable technique et en y joignant une photographie du véhicule. L'entrepreneur **doit** fournir un résumé des données, de préférence avant l'envoi des véhicules;
- b) **Photographies** - Deux (2) images numériques : une vue trois-quart avant-gauche et une vue trois-quart arrière-droite de chaque marque/modèle/configuration. On préfère que les images aient un arrière-plan non encombré. Les images **doivent** avoir une taille d'au moins 10 méga pixels; et
- c) **Liste de pièces pour l'entretien préventif** - Une liste de pièces nécessaires pour effectuer l'entretien préventif

d'un véhicule/équipement. La liste **doit** comprendre les pièces de l'ensemble de pièces initial et les articles supplémentaires recommandés par l'équipementier à des fins de revue et d'acceptation par le responsable technique. La liste **doit** comprendre les éléments suivants :

- i Description de pièce;
- ii Numéro de pièce d'équipementier;
- iii Quantité suggérée; et
- iv Coût unitaire.

- d) **Guides d'échantillonnage** - Un ensemble de guides d'échantillonnage, y compris tous les guides ci-dessus. Les guides d'échantillonnage **doivent** être livrés au responsable technique 30 jours ouvrables avant la livraison des véhicules. Les guides d'échantillonnage ne seront pas retournés à l'expéditeur. Le responsable technique approuvera ou commentera les guides dans un délai de 15 jours.

4.2 **Formation** - Lorsqu'indiqué dans le tableau sommaire des exigences, l'entrepreneur **doit** donner la formation suivante :

- a) **Familiarisation** - Au moins 1 journée (8 heures) de familiarisation donnée à chaque destination à un maximum de 8 employés au plus tard un mois après la livraison de chaque véhicule. La formation **doit** comprendre l'entretien normal et l'utilisation en détails du véhicule/de l'équipement, et **doit** être divisée en deux segments de quatre (4) heures pour la familiarisation de l'opérateur et celle de la personne chargée de l'entretien. Les instructions de familiarisation **doivent** être disponibles dans les deux langues officielles pour les destinations dans la province de Québec ou comme demandé par le responsable technique. Les dates finales **doivent** être décidées de concert avec le responsable technique. Une fois la séance de familiarisation complétée, l'entrepreneur **doit** faire signer un certificat **D'ATTESTATION DE FORMATION DE FAMILIARISATION** par le consignataire. Le responsable technique fournira ce document en format électronique lorsque demandé.

5. **État du véhicule à la livraison** - Le véhicule **doit** être livré à destination dans un état entièrement opérationnel (entretenu et réglé), et l'intérieur et l'extérieur **doivent** être nettoyés. Si le véhicule a besoin d'être monté à destination, l'entrepreneur **doit** être responsable de la totalité de la main-d'œuvre et de l'équipement nécessaires au montage. Le

consignataire fournira le lieu de montage. À des fins de vérification de l'envoi, tous les articles comme les clés pour écrous de roue, les crics et tous les autres outils, équipements et accessoires, qui sont envoyés non fixés avec l'équipement, **doivent** être énumérés sur le certificat d'envoi ou sur une note d'emballage jointe.